



CTAC du 30 juin 2020

Déclaration liminaire

De retour dans une presque « normalité » de dialogue social, nous avons déjà des motifs certains d'insatisfactions comme l'envoi tardif des documents par exemple mais cela est habituel.

Rappelons surtout que vous avez confié l'évaluation des dispositifs de prévention aux sociétés ALIXIO et SOCOTEC sans aucune discussion en amont : c'est une marque de défiance de la part du ministère vis à vis des représentants des personnels et un très mauvais signe pour le dialogue social.

Rappelons aussi le message envoyé hier aux agents qui a semé et continue de semer une grande confusion. Il faut désormais, sans attendre, reprendre le travail, cesser de travailler à distance et maintenant nous sommes priés de télé travailler bien correctement ! Mais nous avons droit, il est vrai, à un petit mot de remerciements, de quoi nous plaignons nous !

Une chose est certaine, nous n'avons pas la même appréciation du dialogue social !

Celle de la gestion de la crise sanitaire non plus !!

La pandémie du covid-19, qui a débouché sur une crise sanitaire d'ampleur, met en évidence les failles de notre système socio-économique et signe la faillite des stratégies néolibérales.

Sortir de la crise par d'autres moyens que les politiques inégalitaires et destructrices de l'environnement, c'est possible. Il faut donc « tout changer » pour remettre les besoins humains plutôt que l'intérêt du capital au cœur des processus productifs et en intégrant les nécessités de la transition écologique.

C'est pourquoi nous la CGT a souhaité développer des réflexions et propositions concrètes : refonder les services publics, peser sur les choix de production, répondre aux urgences environnementales, réformer la fiscalité et le système bancaire, envisager une autre politique monétaire...

Mais alors que tout le monde s'accorde à reconnaître l'engagement sans faille des services publics ; le Gouvernement veut poursuivre comme si de rien n'était sa politique de destruction de la Fonction Publique. Ainsi les récents textes sur le détachement d'office des fonctionnaires, l'affaiblissement de la médecine de prévention et le texte en préparation qui rogne les autorisations d'absence au détriment des femmes. Nous avons aussi le vol des congés et une prime exceptionnelle qui sème le trouble. Tout ceci contribue à un sentiment d'injustice.

A Bercy, la CGT a invité le SG et les directions à la plus grande souplesse : les collectifs de travail ont été soumis à rude épreuve et dans ce sens tous les agents méritent de prendre du repos dans les mois qui viennent. Les charges de travail et les feuilles de route initiales, les restructurations et réformes, leur calendrier doivent être revu.

Mais vous ne prévoyez pas de pause, restructurations de service et réorganisations, transfert d'un service à un établissement public sont prévues à notre ordre du jour. Il faut faire vite ! Un changement de gouvernement risque de geler les choses

Après l'importante mobilisation du 16 juin dernier pour la Santé, la nôtre à toutes et tous, à l'appel d'un large front unitaire, une nouvelle journée d'actions se tient aujourd'hui 30 juin. La CGT est complètement et activement solidaire de cette initiative. En effet, des revendications essentielles et légitimes mises en avant à l'occasion de cette action sont absolument communes et partagées dans la Fonction publique de l'Etat : augmentations générales de salaire qui, à nos yeux, ne peuvent se traduire que par la revalorisation de la valeur du point d'indice ; 'effectifs supplémentaires pour remplir au mieux leurs missions publiques, l'abondement de crédits et de moyens.

Nous avons fait le choix de siéger aujourd'hui mais nous nous associons aux luttes, nos luttes.